



ADF AUJOURD'HUI

QUATRIÈME FORUM POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Gouvernance pour une Afrique en marche

Mardi, 12 octobre 2004

Un partenariat avec les garçons et les hommes est nécessaire pour l'égalité entre les sexes

«Les femmes sont un élément essentiel pour le développement car elles représentent 50% de la population mondiale. Un développement durable est possible qu'avec elles».

Dr Rose Aderolili du Centre africain sur le genre et le développement a délivré un message montrant la nécessité de partager le pouvoir et les responsabilités entre hommes et femmes dans l'espace privé comme dans l'espace public, et cela partout dans le monde.

Comme le souligne le plan d'action de Beijing, l'égalité entre hommes et femmes est un droit humain et une condition pour une vraie justice sociale. Elle est aussi nécessaire et fondamentale pour l'égalité, la sécurité et le développement.

Dans la déclaration de Beijing, les gouvernements expriment leur détermination à encourager les hommes à participer à l'égalité des sexes, à rechercher un bien-être collectif et un partage des tâches et des responsabilités. Ceci permettrait de consolider la sphère familiale comme la démocratie.

Le rôle critique des hommes et des garçons a été souligné dans plusieurs forums internationaux. Ainsi la Conférence internationale sur la population et le développement a adopté un programme d'action en septembre 1994 stipulant que des efforts spécifiques doivent être entrepris pour que les hommes partagent les responsabilités comme l'éducation parentale, la contraception, la santé de l'enfant avec les femmes...les responsabilités masculines dans la famille doivent être entreprises très tôt. Une mention spéciale doit être présentée sur la prévention de la violence contre les femmes.

Lors de la 21ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1999 l'attention a été portée sur le rôle de l'égalité des sexes dans le combat contre le VIH/sida. L'égalité des sexes permettra l'éradication de la pauvreté, de la faim et la promotion du développement durable.

L'égalité des sexes est un des Objectifs du Millénaire. Mais ce débat ne se limite pas à l'égalité entre les sexes mais concerne aussi les droits humains et la démocratie.

Femmes, Sida et sécurité alimentaire en Afrique

Il y a deux ans l'Organisation mondiale de la santé projetait un ambitieux programme de distribution de médicaments anti-viraux pour les millions de personnes infectées par le VIH/sida en Afrique. Le but était de traiter 3 millions de personnes à la fin de 2005.

Deux ans avant la date fixée, beaucoup de gouvernements africains n'ont pas tenu leurs promesses et des milliers de gens sont morts en Afrique, en particulier des femmes.

En Afrique les femmes sont la colonne vertébrale de la nutrition, elle cultivent pour nourrir les leurs. Plusieurs études de la FAO ont noté que le VIH/sida avait des effets désastreux sur la sécurité alimentaire, affectant la stabilité, l'accès et l'utilisation.

La pandémie a infiltré lentement le milieu rural, rompant la stabilité alimentaire comme l'a souligné Beatrice Hezekiel de Tanzanie «c'est un challenge de la Commission pour l'Afrique de trouver un programme viable pour assurer la sécurité alimentaire. Avec cette sécurité, nous serons capables de réduire la pauvreté et si nous sommes capables de la réduire, nous pourrions réduire le taux d'infection par le VIH/sida»

La santé est un des droits fondamentaux de l'Homme.

Au cours des années, le poids des préjugés et des tabous ajouté aux conditions socioéconomiques ont fait des femmes africaines des victimes du manque d'égalité pour l'éducation, la formation, l'emploi, l'information et bien sûr la santé.

Aujourd'hui un nombre restreint de femmes ont accès aux médicaments antiviraux et combien d'autres meurent faute d'attention et



Jeunes filles au Soudan

Photo: Peter Muczynski

de politique réelle de la part des gouvernements.

Le seul médicament accessible est le Nevirapine, qui réduit le risque de transmission de la mère à l'enfant mais rien d'autre. Les chiffres sont éloquentes : 18% des femmes de 18-25ans sont séropositives, 15% en Afrique du Sud et 11% en Zambie. De plus les femmes issues du milieu urbain ont plus de chances d'avoir accès aux soins par rapport aux femmes du milieu rural.

Si rien n'est fait pour stopper la pandémie et donner un véritable accès aux antiviraux aux femmes, la sécurité alimentaire de l'Afrique est menacée très sérieusement.

La Francophonie ne se résume pas seulement à la défense de la langue française

Par Francine Nzibarega

Francophonie est présente au Quatrième Forum pour le développement en Afrique en tant que partenaire de la Commission économique pour l'Afrique.

Interview de Mme Nadia NASSIF, responsable du programme genre et développement à l'Agence intergouvernementale de la Francophonie qui est l'opérateur principal de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Pourquoi un Stand de la Francophonie lors du Quatrième Forum pour le Développement en Afrique ?

En fait, la Francophonie a un partenariat étroit avec la Commission économique pour l'Afrique particulièrement avec le Centre Africain pour le Genre et le Développement (CAGED) et nous avons voulu faire un stand dans le cadre de la 7ième conférence régionale africaine sur les femmes.

Depuis 2002, l'Agence de la Francophonie a établi un partenariat avec le CAGED pour soutenir ses pays membres du Sud dans l'évaluation de la mise en œuvre de la Plate-forme de Beijing au niveau national, en organisant des ateliers de renforcement des capacités nationales par l'évaluation de la mise en œuvre de l'intégration du genre. Lors de cette conférence nous avons voulu avoir une présence forte pour marquer notre appui, et nos Etats francophones sont également membres de la CEA et du CAGED.

Beaucoup de gens pensent que la mission de la Francophonie ne se

limite qu'à la promotion de la langue française.

Je voudrais saisir cette occasion pour vous dire un peu la naissance de la Francophonie ce que malheureusement beaucoup de gens ignorent surtout en Afrique, et je tiens toujours à le dire, la Francophonie est d'abord une unité africaine. La Francophonie est née sous l'impulsion de trois chefs d'Etats africains en 1970, qui sont le Président Sedar Senghor du Sénégal, Amani Toumani Touré du Niger et Habib Bourghiba de la Tunisie. Ce sont ces trois chefs d'Etats qui ont souhaité un regroupement entre des Etats nouvellement indépendants mais qui ont en commun certaines cultures, un partage de la langue française.

Maintenant la mission de la francophonie ne se résume certainement pas à la défense de la langue française, il y a des valeurs en commun, il y a une culture en commun et la mission qu'elle se donne est très large.

La francophonie travaille bien sur la langue française mais également les langues partenaires, c'est à dire que nous considérons que chaque langue parlée dans nos pays est une langue partenaire de la Francophonie, qu'ils s'agissent des langues internationales comme l'arabe, l'espagnol, etc, ou les langues transnationales ou transfrontalières, on appuie la promotion de toutes ces langues, ça c'est une réalité qu'il faut également connaître.

La flamme de la paix

Les voix des femmes africaines ont été entendues fortement et clairement vendredi avec l'Arrivée à la 7^{ième} Conférence régionale des femmes africaines, de la flamme de la paix. Depuis 1995, la flamme voyage à travers le continent comme un symbole de paix, de liberté et de développement. Elle a été remise symboliquement par des femmes issues de pays en conflit au Ministre des affaires étrangères du Congo, Madame Jeanne François Leckomba Loumeto Pombo.

L'idée de cette flamme est la même que celle de la flamme olympique: créer une unité entre les femmes d'Afrique pour la paix et la résolution des conflits. Elle passe de main en main, d'un pays à l'autre, pour travailler ensemble afin que le continent retrouve la paix. La flamme est partie du Kenya, a voyagé à travers l'Afrique du Sud, l'Angola, le Kenya, la Somalie, le Rwanda, le Burundi, le Mali, le Libéria et l'Éthiopie en délivrant des messages de paix et de solidarité entre les femmes des pays en guerre.

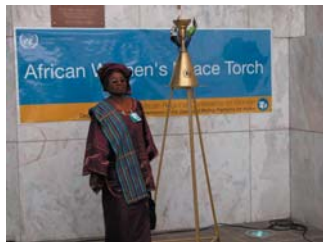


Photo: UNWCA

Mme Butega, directeur du programme des Nations Unies pour le développement envers les femmes a souligné l'importance des femmes dans la gestion des conflits comme en Somalie. De plus, de nombreuses femmes siègent dans les organisations internationales et poussent pour formuler de nouvelles stratégies dans la réglementation des conflits.

La torche sera visible dans le hall des Conférences de la CEA pour rappeler aux délégués que les femmes africaines appellent à la paix, pour des stratégies efficaces et qu'elles peuvent contribuer à toutes les initiatives.

Vox pop sur l'exposition

Par Marie-Noëlle Guichi

En dehors des tables rondes, des conférences débats et autres réunions en plénière qui se déroulent en salle, les délégués au 4^{ième} Forum pour le Développement de l'Afrique ont le loisir d'apprécier les objets et autres programmes présentés dans le grand hall de la Commission économique pour l'Afrique. «ADFAujourd'hui» a tendu son micro à quelques exposants.

Dereje Getaneh, chargé des relations publiques à l'Industrie d'Assurance Éthiopienne:



Notre présence à ce forum vise à montrer au public ce que nous faisons pour eux au quotidien. Nous sommes une compagnie d'assurances qui offre plusieurs services tels que la protection de la propriété intellectuelle, l'assurance vie qui intègre tous les risques, notamment l'incendie, l'accident de circulation, la prise en charge des ayant-droit en cas de décès de l'assuré, etc. Nous ne négligeons aucun secteur d'activité dans nos programmes. Nous embrassons ainsi l'aviation, le transport terrestre, maritime et aérien, les questions foncières, etc. Nous espérons enrichir notre clientèle grâce à notre présence à ce forum qui enregistre la participation d'un nombre impressionnant de délégués venus de tous les horizons du monde. Nous sommes représentés dans plusieurs pays de la sous-région.

Tessema Zewditu, Directrice de l'information à Société éthiopienne pour la protection de la faune, de la flore, et pour l'histoire de la nature:



Nous éditons des li-

vres destinés aux élèves de l'école primaire et du secondaire. De même que nous avons des ouvrages pour le grand public. Toutes ces publications que nous distribuons gratuitement aux populations éthiopiennes ont pour but de les sensibiliser sur les questions liées à la protection de l'environnement. Notre structure est la première de ce type sur les 38 organisations non gouvernementales qui oeuvrent pour la protection de l'environnement en Éthiopie. Elle est à but non lucratif. Par cette exposition, nous voulons vulgariser nos programmes et nouer dans la mesure du possible, des partenariats avec des donateurs et autres Fondations qui pourraient nous soutenir financièrement dans la réalisation de nos projets.

Waber Nadia, Chargée de la communication à l'Organisation Internationale pour la Migration (OIM):



Notre organisation travaille en général avec les émigrants. Elle lutte contre l'immigration clandestine. Elle a par exemple un projet pour l'intégration des chauffeurs qui immigreront tous les jours. L'OIM a par ailleurs un programme qui encourage le rapatriement volontaire des intellectuels éthiopiens basés à l'étranger. L'objectif est de les encourager à investir dans leur pays afin de créer des emplois pour les jeunes et de résorber ainsi le chômage. Pour ceux qui ne peuvent pas retourner définitivement en Éthiopie, nous leur permettons d'y revenir de temps en temps pour mettre leur expertise au service de leur pays, par des consultations et toute autre forme de contribution sur le plan intellectuel. Nous avons pu faire rentrer des médecins, des avocats et bien d'autres intellectuels éthiopiens pour venir servir leurs communautés. Nous avons également des projets pour la lutte contre

Le panafricanisme face au VIH/sida

Kwame Nkrumah est considéré comme le père du panafricanisme. Libérateur du Ghana, il est un visionnaire pour que l'Afrique ne soit pas juste une source de matières premières pour le monde mais un continent prospère avec son propre pouvoir industriel.

Dans cet état d'esprit, le concept a été maintenant adopté que le nouveau challenge de l'Afrique est la lutte contre le sida, cela a été concrétisé dans le programme HACI (Hope for Africa Children Initiative).

Le coordinateur de HACI, Ricardo Lupenga explique que les pères fondateurs de HACI soulignent que la tradition ne suffit pas et qu'une nouvelle approche radicale est nécessaire. Il renchérit en soulignant le fait que le VIH/sida a un impact sur les enfants si vaste, si complexe qu'un seul gouvernement, qu'une seule organisation ne suffisent pas. La multiplication des intervenants est nécessaire.

HACI est présent au Cameroun, Sénégal, Ghana, Éthiopie, Mozambique, Ouganda, Kenya, Malawi et Zambie, mettant tous ses efforts dans le recul de la pandémie.

Alice Bukadi, participante à ADF IV souligne que les enfants orphelins atteignent

un taux inquiétant, alors que ceux infectés avec le VIH/sida sont obligés d'abandonner l'école et de chercher désespérément un meilleur futur. Elle a exprimé sa satisfaction que HACI prenne les choses en main, et recherche des solutions pour les orphelins et les enfants vulnérables.

Le directeur d'HACI, Pat Youri dit qu'il faut que l'Afrique sorte de sa dépendance et rassemble ses propres ressources pour que tous les pays, ensemble, luttent contre la pandémie.

Dr Kenneth Kaunda affirme lui aussi que la lutte contre le sida nécessite une vision panafricaine. Il a d'ailleurs été nommé responsable pour la Commission sur le VIH/sida et la gouvernance en Afrique (CVGA).

CVGA est une initiative des Nations Unies pour accompagner le travail des autres agences sur la transmission et la prévention du VIH/sida. Depuis 1991, Dr Kaunda a décidé de faire sa priorité la lutte contre le sida et la pauvreté en Afrique et son adage est: «si vous n'êtes pas infecté, vous êtes affecté». Il voyage à travers le monde, intervient dans de nombreuses conférences pour voir l'impact des mesures prises et la manière de les améliorer.

le VIH/sida chez les migrants. L'ADF IV nous aidera certainement à mieux nous faire connaître. Nous y recherchons des sponsors, des partenaires et des organisations qui travaillent dans le même but afin de nouer des échanges fructueux.

Jackson Faustin Dendy, Assistant au bureau du HCR / Éthiopie.

Nous voulons, par notre présence ici, vulgariser les activités du Haut commissariat pour les Réfugiés. Parmi ces activités, il y a le rapatriement volontaire qui est déjà en cours dans plusieurs pays, et surtout en Afrique. Nous publions aussi les statisti-

ques sur le nombre de réfugiés à travers le monde. En 2003 par exemple, nous avons recensé 20 millions de réfugiés sur la planète. Nous mettons aussi à la disposition du public des chiffres sur le nombre de réfugiés encore en exil, le nombre de rapatriés et le nombre d'exilés à la recherche d'une solution durable, c'est-à-dire d'une troisième terre d'accueil où ils peuvent s'installer sereinement pour travailler. Nous avons des programmes pour l'éducation des enfants des réfugiés. La protection de l'environnement fait aussi partie de nos missions. Nous voulons faire comprendre aux participants que le HCR rend de multiples services humanitaires au monde entier.

La Francophonie ne se résume

suite de la page 1

On appuie la langue française comme langue internationale et d'éducation mais on a un grand chantier sur l'éducation à tous les niveaux; nous avons un chantier sur la paix, la démocratie et la justice, donc la Francophonie dans son aspect plus politique; mais également on appuie tout l'appareil judiciaire et juridique dans les différents pays francophones et la modernisation de la justice; la coopération économique; le développement social; les technologies de l'information et de la communication; nous appuyons également nos États membres, et en ce qui me concerne, plus particulièrement le programme genre et développement.

Vous voyez bien que la Francophonie ne se résume pas seulement à la défense de la langue française et souvent nos ateliers dans les pays francophones se font dans les langues nationales.

Le dixième sommet de la Francophonie se tiendra au 26 et 27 Novembre à Ouagadougou la capitale de la Francophonie en 2004.

Quelle est l'agenda de ce sommet ?

Oui, effectivement la prochaine séance cruciale de la Francophonie pour 2004, c'est le 26 et le 27 novembre qui va se tenir sur le thème: «La solidarité et le développement durable». Ce sommet est très important pour plusieurs raisons, d'abord c'est l'instance suprême de la Francophonie, donc il va fixer son orientation. Mais aussi le sommet d'Ouagadougou va adopter le cadre décennal de la Francophonie.

Jusque-là, la Francophonie travaille sur une programmation qu'elle établit tous les deux ans. A Ouagadougou, on va changer toute notre méthode de travail et le sommet des chefs d'États va adopter un document qui va orienter la coopération francophone pendant les dix années à venir. Pour toute la francophonie et les pays francophones, le sommet d'Ouagadougou va être une date majeure et ce cadre décennal sera accès autour du thème de développement durable et de solidarité.